

L'envers du progrès

par Raphaël Devred

Depuis le début de la crise environnementale, des historiens proposent de relire le passé au prisme de l'écologie. Un bilan d'étape collectif fait le point sur la recherche en France des vingt-cinq dernières années.

À propos de : Jean-Baptiste Fressoz, François Jarrige, Thomas Le Roux, Corinne Marache, Julien Vincent, *La nature en révolution : une histoire environnementale de la France, 1780-1870 (vol. 1)*, Paris, La Découverte, 2025, 313 p., 24€. Pierre Cornu, Stéphane Plarier, Anaël Marrec, Charles-François Mathis, Antonin Plarier, *Les natures de la République : une histoire environnementale de la France (vol. 2)*, Paris, La Découverte, 2025, 343 p., 23€.

L'originalité de l'histoire environnementale à la française

Depuis les années 1970, des historiens proposent de relire les événements et les processus du passé au prisme de l'écologie. Ce nouveau champ a pris le nom d'histoire environnementale. Elle vise à intégrer les objets et les résultats de l'écologie scientifique (climat, sol, animaux, plantes, microbes et l'idée de leurs interactions) dans une approche des sociétés. Le temps et l'espace sont ainsi intégrés au concept d'environnement dans une approche totale. Souvent jugée radicale par ses promoteurs

comme par ses détracteurs, elle invite à repenser la modernité et les temporalités historiques en repensant nos héritages sociaux dans la nature.

Après de longues controverses sur sa pertinence, ses enjeux et sa méthodologie, les pionniers ont produit des enquêtes et des réflexions épistémologiques importantes. Pour les contributeurs de *L'histoire environnementale de la France*, il était temps de proposer un premier bilan d'étape collectif sur les productions des historiens environnementaux depuis les années 2000 et sur ce qu'il reste à faire.

Si les controverses et les débats se multiplient sur la métaphysique de la nature, de l'écologie et de l'environnement, non sans opportunisme, les auteurs ont fait le choix d'éclipser la controverse de la nature de la nature. Ils consacrent des synthèses situées et ajustées, fournissant un riche « bilan d'étape » de l'état de la recherche. Des essais plus exploratoires proposent en parallèle de nouvelles pistes de recherche.

Les auteurs rappellent rapidement l'origine du courant, issu du militantisme anglo-saxon des années 1970. Ils évoquent également la critique d'une révision écologique de l'histoire formulée par des historiens des postcolonies (Asie ou Afrique, etc.). Pour ces derniers, le prisme écologique contient une part du discours identitaire de l'Occident et de son provincialisme culturel, ce qui invite les historiens anglo-saxons à redéfinir leur pratique. L'histoire environnementale fait son arrivée en Europe et notamment en France après ces deux moments. Son émergence y est accueillie avec une « certaine méfiance », critiquée pour son « discours militant ou de « naturalisation » du social (vol. 1, p. 6) ». La spécialité assume donc un héritage complexe à la croisée du militantisme et de l'interdisciplinarité. Cela lui a permis des renouvellements épistémologiques importants, mais provoque aussi des critiques et des controverses sur l'apport du champ et sur la posture de l'historien. L'héritage des *Annales* a aussi joué un rôle paradoxal entre la promotion de l'avance française en histoire de l'environnement dès les années 1970 ; puis un essoufflement entre 1980 et 2000, apprécié ensuite comme un retard en histoire environnementale, notamment vis-à-vis des États-Unis. Les auteurs proposent d'ailleurs une synthèse centrale des deux blocs pour tenter de réconcilier histoire de l'environnement et histoire environnementale et passer ce chapitre conflictuel.

Pour ces auteurs, l'histoire environnementale se définit succinctement comme la poursuite de l'œuvre des *historiens de l'environnement* issus des *Annales* et comme une approche « de l'évolution matérielle » des sociétés autour de l'idée de « rupture métabolique ».

Ces concepts rappellent l'héritage marxiste du matérialisme historique (vol. 1, p. 5) et l'entreprise de l'écologie scientifique où l'écosystème est pensé comme un capital de ressources à gérer par la connaissance mathématique où tout est énergie. Ces concepts auraient mérité des définitions pour positionner les travaux dans ces vastes traditions académiques (vol. 2, chap. 3 et 4). En proposant un « nouveau regard » (vol. 1, chap. 9), les 10 auteurs entendent aussi créer une rupture dans le champ de l'histoire, une rupture qui serait aussi importante que le sujet étudié : celle de l'entrée de « la France dans la modernité contemporaine ».

Villes et modernités, industries et pollutions : histoire environnementale de la métropole industrielle

L'originalité de la saga se situe à deux échelles dans la tradition historique et au sein du champ de l'histoire environnementale. D'abord, la saga rompt avec la tradition des histoires nationales thématiques en quatre temps (Antiquité, Moyen Âge, Moderne, Contemporaine) et se concentre uniquement sur la période contemporaine. La seconde rupture du champ français est de se consacrer à des sujets typiques de la modernité que sont l'émergence des métropoles industrielles en renversant la vapeur : le sujet est moins l'industrialisation que ses conséquences socio-écologiques à savoir les pollutions et la métamorphose du paysage français.

Le lecteur familier de la tradition de l'histoire environnementale anglo-saxonne sera ainsi intéressé par l'originalité de l'approche française. En effet, les Américains avaient de leur côté choisi de consacrer leurs travaux pionniers avant tout à la *wilderness* et aux réserves naturelles, aux changements ruraux et à l'histoire de l'Ouest dont témoigne encore le *Chicago* comme métropole de la nature du Grand Ouest de William Cronon publié en 1991. L'un des sujets qui ont réuni les historiographies mondiales en histoire environnementale est aussi le monde de la conservation de la nature (parcs, dispositifs, échanges) et il est curieusement absent des volumes, renforçant cette caractéristique originale, malgré des appels formulés par d'autres collègues sur le sujet.

Il faut mentionner que les thématiques abordées sont extrêmement variées, allant de l'histoire statistique et économique à celle de la philosophie et de la religion, en passant par les approches traditionnelles d'histoire de la guerre, des idéologies ou des pensées de la nature. Inquiets d'une histoire trop nationale, les auteurs marquent

rapidement leur souci d'une France globale. Les efforts pour retrouver les réseaux et les circulations de matière, d'homme, et d'objets, ainsi que les « hectares fantômes » entre métropole et colonies en témoignent.

Parmi les chapitres que nous avons trouvés les plus originaux, nous soulignerons ceux sur l'écologie républicaine et les natures de la France (chap. 2 et 3, vol. 1) qui tissent des liens riches et inédits entre politique, science, religion et environnement au moment fondateur de la Révolution française, ou encore le chapitre sur les conséquences environnementales de la Grande Guerre (chap. 7, vol. 2). D'autre part, les chapitres de Charles-François Mathis, Anaël Marrec et de Thomas Le Roux sont extrêmement précieux pour leur appareil de notes ainsi que pour le travail très réussi de synthèse sur des thèmes nombreux et variés (chap. 5, vol. 1 et chap. 3, 4 et 6, vol. 2).

Cette originalité est portée par la volonté de décroiser les champs pour embrasser le plus de sujets. Les auteurs laissent toutefois régner un rapport ambivalent au travail de l'histoire environnementale : alors que l'urgence de la crise écologique introduit la saga, les chapitres démontrent que les sociétés du passé se souciaient déjà beaucoup, mais autrement de l'environnement. Ils s'inquiétaient des modifications à l'œuvre et parvenaient souvent à s'adapter ou du moins à créer des controverses qui permettaient d'infléchir les politiques à l'œuvre.

La phrase d'Elisée Reclus sur la puissance des hommes qui sont « devenus, par la force de l'association, de véritables agents géologiques (vol. 1, p. 307) » est extrêmement bien choisie pour résumer les ambitions du projet moderne et écologique après lui : l'aménagement à l'échelle planétaire. Ce rappel des auteurs permet d'interroger les idées de réflexivité et de relativisme environnemental dans le long terme, mais aussi le présentisme écologique. En effet, si les acteurs du passé se soucient de leurs natures, c'est que la révolution récente de la prise en charge de l'écologie n'est pas si fondamentalement nouvelle : comme l'écrivait déjà Bruno Latour en 1991, puis dans *Politiques de la nature* (1999), *Nous n'avons jamais été modernes*.

Ce que nous appelons l'environnement n'a de nouveau que son nom et son concept, il y a donc d'autres réalités que celles de nature, d'écologie et d'environnement : c'est tout l'apport de l'histoire environnementale que de retracer la généalogie critique de la crise écologique en la décentrant de l'écologie militante et en restituant les autres régimes de la nature. C'est tout l'intérêt des ouvrages que de rappeler ces longues temporalités et ces alternatives passées.

Toutefois, la phrase de Reclus peut être relue autrement : comme la foi dans le progrès socialiste par la diffusion de l'utopie d'une modernité universelle et globale, à l'époque de l'impérialisme français. C'est aussi l'une des ambiguïtés du projet des livres : s'il y a bien eu modernisation, s'accompagnant de la construction de métropoles industrielles souvent très polluantes et donc nocives pour l'environnement, peut-on écrire que la modernité est uniforme et universelle, planétaire et totale ? Cette modernité absolue n'est-elle pas là le cœur visé par l'utopie politique et moins le récit des processus historiques et des résistances ? En saisissant l'histoire environnementale et la France par l'entrée dans la modernité (écologique) ne prend-on pas le risque de passer à côté d'une série de sujets tout aussi intéressants et révélateurs ? En somme, qu'elle est donc cette modernité sur laquelle le récit de l'histoire environnementale est censé apporter un nouveau regard ? La partie suivante entend discuter plus longuement ces problèmes historiographiques.

L'œil de la modernité écologique et les ombres de l'histoire environnementale

En effet, la question de la modernité en France est centrale pour la compréhension de notre présent, mais de quelle modernité parle-t-on et pour qui l'historien environnemental écrit-il ? La modernité écologique a des prétentions ambitieuses : extraction des humains de la nature et aménagement de l'environnement sont proposés comme des nouveautés permettant le progrès social.

L'un des enjeux pour le lecteur est de situer dans l'histoire environnementale et de situer la contribution des ouvrages. En effet, si les pionniers avaient proposé des définitions marquées et claires, le lecteur de la saga se trouve quelque peu démuné s'il n'est pas familier, voire spécialiste du champ. Cet aspect constitue un contrepoint avec l'ambition du livre qui est de s'ouvrir à d'autres lecteurs voire à des étudiants.

Modernité et contre-modernité

L'histoire environnementale, rappelle les auteurs, est formulée comme une critique politique de l'histoire. Elle se veut radicale par son épistémologie qui transgresse la séparation des savoirs entre culture et nature, sciences sociales et

sciences de la nature. En effet, l'histoire environnementale n'est pas censée être un commentaire savant des actualités écologiques et / ou un « simple » contre-récit de la modernité, mais un récit non-moderne qui critique les discours pour se focaliser sur ce qui s'est passé, et non ce que les théoriciens du progrès auraient voulu qu'il se passe en France.

En effet, si « Le but de l'histoire environnementale n'est pas, ou pas seulement, d'inverser les polarités du récit modernisateur en mettant la focale sur l'« envers du progrès », sur les fumées plutôt que sur les locomotives (vol. 1, p. 308) », on lira aussi qu'« elle peut s'entendre aussi comme une intégration des non-humains au récit historique et comme une contre-histoire de la modernité française et européenne (vol. 2, p. 18) ».

Ces définitions impliqueront un effort du lecteur. S'il voulait mieux s'équiper, ce dernier pourrait consulter l'introduction du premier volume puis sa conclusion (vol. 1, p. 308-309), ainsi que l'introduction et le chapitre 3 du deuxième volume. En effet, ces passages permettent de mieux saisir les concepts et le projet du livre¹. Il reste que malgré ces éléments, le projet aurait bénéficié d'une définition méthodologique plus facile d'accès et moins contradictoire également.

Ainsi l'histoire environnementale n'est ni une simple histoire des idées écologiques² ; ni une histoire du choc écologique des sociétés humaines ; ni une histoire de la nature pour elle-même. Elle se situerait à la conjonction de ces axes afin de dépasser les limites de ces champs autonomes.

¹ L'anonymat des chapitres implique un travail rapide de généalogie des textes, mais qui me semble moins convaincant qu'une parenté affichée ou un anonymat collectif, ce dernier choix aurait participé de l'image militante du champ. Le choix du compromis a été fait : avec la liste des auteurs en début d'ouvrage.

² En guise d'exemple de ces revendications d'histoire environnementale qui n'adoptent pas les outils méthodologiques de la discipline : voir le compte rendu par Louis Fagon de l'ouvrage de Pierre Charbonnier : Paix, prospérité, pétrole - La Vie des idées ou l'ouvrage de Guillaume Decocq, Bernard Kalaora, Chloé Vlassopoulos, *La forêt salvatrice : reboisements, société et catastrophe au prisme de l'histoire*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2016.

Histoire de la nature et agentivités écologiques : le décentrement est-il possible ?

L'un des décentrement classiques et les plus radicaux de l'histoire environnementale est de s'intéresser plutôt aux « non-humains » qu'aux classes privilégiées. Malgré des volontés affichées d'intégrer les non-humains, les auteurs n'ont pas adopté cette posture et considèrent moins la nature comme une actrice de l'histoire que comme un sujet, une victime ou un support de la modernisation (polluée, aménagée, détruite, défigurée). Cet héritage historiographique autour du concept de l'agentivité sociale de la nature vise à ne plus raconter les animaux ou les éléments comme les parties d'un décor socio-écologique inerte, mais d'en faire des acteurs de l'histoire. Ici, le lecteur trouvera plutôt un récit par le haut, auprès des hauts fonctionnaires, des scientifiques, des ingénieurs, des entrepreneurs, etc. Ce qui a tendance à lisser le récit de la modernité comme une vague qui déferle sur des rochers immobiles, pour reprendre une métaphore de Richard White³. On trouvera ce même type de récit au sein des humanités environnementales, et notamment chez les anthropologues James C. Scott et Charles Stépanoff, ce qui atteste de la difficulté à mettre en place cette hypothèse de travail.

En plus des « non-humains », c'est aussi le reste de la nation laborieuse qui est peu présente dans les ouvrages. L'ombre sociale plane dans cette histoire environnementale de la France sur les humains majoritaires qui ont vécu entre 1789 et 1940.

L'histoire rurale attend-elle son histoire environnementale ?

Si « la France majoritaire » c'est la France des campagnes jusqu'aux années 1945, celle-ci est assez absente des livres. Pourtant cette France représente « de 90% à 70% de sa population pour les 1800 années qui [précèdent] » et « la moitié des Français pratiquement jusqu'en 1914⁴ » comme l'écrit un collègue dans son compte rendu de

³ Richard White, *Le Middle Ground. Indiens, Empires, et Républiques dans la région des Grands, 1650-1815*. Toulouse, Anacharsis éditions, 2009 [1991].

⁴ Joseph Goy, « Georges Duby et Armand Wallon dir., Histoire de la France rurale », *Études rurales*, n° 70, 1978, p. 125 et 128.

L'histoire de la France rurale. Il faut dire que ce dernier ouvrage avait ouvert une série de perspectives : en 1975, Georges Bertrand propose une histoire écologique de la France rurale pour la saga dirigée par Georges Duby et André Wallon⁵.

Les auteurs semblent s'être préparés et anticipent le contre-argument : « les divergences entre l'histoire environnementale et l'histoire rurale à propos du concept de rupture métabolique s'expliquent par le fait que la première a eu tendance à laisser dans l'ombre la paysannerie au profit des savants et des urbains (p. 217, vol. 1) ». En nous concentrant sur la France comme une entité dotée d'un métabolisme agité de flux, nous y gagnons un nouveau regard, mais nous y perdons aussi un héritage : celui de la question sociale. En effet, s'il s'agit de considérer l'arrivée de la machine dans le jardin en suivant Leo Marx, il est aussi intéressant d'étudier les projets des ingénieurs que la réaction des populations locales. Dans ces récits, la nature reste un décor aménagé et ponctionné pour ses ressources. Ce qui restitue bien la vision des élites, mais beaucoup moins celle des autres Français.

On trouve sur ce thème *histoire rurale vs. écologique* plusieurs éléments problématiques : « Dans d'autres territoires au contraire, comme le Gévaudan, le monde issu de l'Ancien Régime ne connaît pas de modifications majeures avant la Grande Guerre, voire au-delà » et « Au début du XVIII^e siècle, l'ensemble du monde habité s'inscrivait dans des régulations héritées du Paléolithique ou du Néolithique (vol. 2, p. 22) ». Faut-il comprendre que les ruraux resteraient ces éternels immobiles uniquement mis en route par le progrès des villes, tandis que le vieillissant Louis XIV serait un contemporain écologique des chasseurs-cueilleurs et de Lucy ? Il y a bien ici une « naturalisation du social (vol. 1, p. 6) » et une simplification des réalités rurales, malgré d'importants travaux comme ceux d'Eugen Weber et les réponses des historiens français qui auraient nourri la critique des auteurs.

La somme des détails ne fait pas perdre l'intérêt de l'ouvrage, mais augmente l'ombre portée du social et du rural au sein de l'histoire environnementale. L'une des voies pour réunir ces deux étoiles souvent séparées du social et de l'environnemental implique de considérer les classes laborieuses, en particulier dans les campagnes, pour formuler des récits utiles au débat contemporain et aux citoyens. Ici, l'enquête majeure de Karl Jacoby, *Crimes contre la nature*, constitue un modèle, poursuivi par exemple par Guillaume Blanc. L'historien américain concluait : « On aime à imaginer que ces deux

⁵ Georges Bertrand, « Pour une histoire écologique de la France rurale », in G. Duby et A. Wallon (dir.), *Histoire de la France rurale*, Paris, Le Seuil, 1975, vol. I, p. 31-113.

objectifs sont complémentaires, et que seule une société véritablement démocratique permettra de parvenir à un environnement sain (Jacoby, p. 395) ».

Le livre de Karl Jacoby offre un cas d'étude magistral sur la criminalisation du travail et des habitants des campagnes par l'instauration d'une nature sacrée et nationale que sont les parcs naturels. Il n'y est plus question de nature sauvage ou artificielle, d'urbain ou de rural, mais d'une critique majeure de l'idée de nature et de ce qu'elle porte avec elle : une mise à distance et une hiérarchisation des choses qui nous permettent d'exister : ce que certains d'entre nous nomment l'environnement, et d'autre leur chez eux. Grâce aux auteurs de la saga, nous ne manquons plus de cette histoire environnementale de la France. Mais cette contribution nous faire prendre conscience que cette nouvelle histoire ne peut s'écrire sans celle des Français.

Une telle approche permettrait de poursuivre le défi posé par Karl Jacoby, après Edward P. Thompson, de s'intéresser aux habitants et à leur appropriation de la nature sans les concepts de la modernité ou pas entièrement modernes⁶. Au sein du consensus dominant du progrès, l'écologie et l'environnement ne semblent pas aussi révolutionnaires que prévues, comme permet de le saisir cette saga : nous n'avons pas attendu d'être modernes, ni l'écologie pour nous intéresser à notre environnement. Cela exige d'approfondir l'examen critique de nos concepts d'écologie et d'environnement, qui sont loin d'être neutres.

Comme l'écrit Alice Ingold, l'histoire environnementale est construite comme une approche radicale des concepts de la modernité occidentale, à commencer par l'idée de nature et par celle d'une démocratisation de l'enquête du chercheur. Ce qui fait écho avec le projet inauguré par Bruno Latour autour du parlement des choses précisant que ce n'est pas en rabaissant les anciens Modernes que la démocratie s'installe, mais en considérant *plus* d'acteurs. En d'autres mots plus simples, plus rustiques comme l'écrivait André-Georges Haudricourt, il convient de garder à l'esprit que nous n'avançons grâce et avec à notre environnement que par notre amitié avec ses différents membres : tâchons de rester en sympathie avec le plus grand nombre en repoussant le spectre du mépris du social dont nous font hériter les Modernes⁷. C'est

⁶ Karl Jacoby, *Crimes contre la nature. Voleurs, squatters et braconniers : l'histoire cachée de la conservation de la nature aux États-Unis*, Toulouse, Anacharsis éditions, [2001] 2021, p. 395.

⁷ André Georges Haudricourt, « Domestication des animaux, cultures des plantes et traitement d'autrui », *Homme*, t. 2, n° 1, 1962, p. 40-50.

ce que les géosciences ont par exemple déjà réalisé en rajoutant les effets anthropiques dans leurs modèles, rompant ainsi avec la misanthropie des pionniers de l'écologie⁸.

Le lecteur trouvera dans les deux premiers volumes de l'histoire environnementale de la France des chapitres très riches pour mieux comprendre la grande transformation de la nature entre la Révolution française et la Seconde Guerre mondiale. Si de multiples sujets restent à défricher, tout le mérite des ouvrages est de dresser une synthèse originale et féconde pour les lecteurs et leurs successeurs. La trilogie pourra désormais servir de guide pour mieux s'orienter dans l'histoire environnementale de la France.

Publié dans lavedesidees.fr, le 20 octobre 2025.

⁸ Donald Worster, *Les pionniers de l'écologie. Nature's Economy*, Paris, Éditions Sang de la Terre, 2009 [1977] ; Jean-Paul Deléage, *Histoire de l'écologie : une science de l'homme et de la nature*, Paris, La Découverte, 1991.